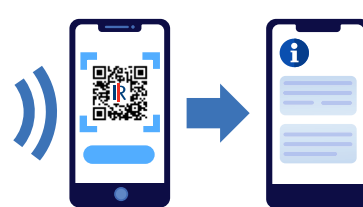




- 2** Edito de Christian Jacob
- 4** Le rendez-vous de la jeunesse
- 6** Notre ambition pour le handicap
- 8** Nos propositions pour restaurer l'autorité de l'Etat et la cohésion nationale
- 10** Nos propositions pour lutter contre le réchauffement climatique
- 12** Comment sortir de la crise et concilier reprise économique et justice sociale?
- 14** 3 questions à Philippe Juvin
- 15** L'année des Républicains
- 16** Ils l'ont dit

Pour plus d'informations
scannez les QR codes
avec votre mobile ou tablette





CHRISTIAN JACOB

Chères amies, chers amis,

L'année 2020 aura été marquée par de nombreuses crises aux conséquences néfastes. Déjà fragilisée, la France est aujourd'hui confrontée simultanément à une épidémie d'une ampleur sans précédent, à des difficultés économiques importantes ainsi qu'à une menace terroriste constante.

Pour relancer notre pays dans cette tempête, les Français étaient en droit d'attendre plus d'actions et de détermination, ils n'auront eu souvent que des mots. Conduite par un capitaine naviguant à vue et au gré du vent, la politique du « en même temps » de cette majorité nous mène au désordre économique, social et sécuritaire.

Cette situation appelle à davantage d'exigence à l'égard d'Emmanuel Macron et de son gouvernement. Chaque jour, à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen, notre famille politique affiche une opposition responsable et à la hauteur des enjeux, force de propositions mais déterminée à combattre les choix de cette majorité.

En cette période de graves crises, je crois profondément que Les Républicains doivent incarner pour nos concitoyens une espérance nouvelle. La France a besoin d'un nouveau cap.

Si notre tâche est immense, je sais que notre mouvement possède en son sein, avec nos militants et nos élus, l'énergie, l'expérience et la détermination pour proposer aux Français un avenir meilleur.

Sachez que je mesure pleinement l'attente que beaucoup placent en nous. Pour remporter cette victoire que nous souhaitons tous, il nous faut toutefois construire un projet aux fondations solides, en s'attachant à franchir les étapes avec beaucoup de sang-froid.

Après plusieurs échecs électoraux successifs, nous n'avons plus le droit d'offrir aux Français le triste spectacle des divisions passées, où les ambitions personnelles ont eu raison de l'espérance que nous portions pour notre pays. Collectivement, nous devons faire le choix de l'humilité, du travail, du rassemblement et de la crédibilité.

C'est pourquoi j'ai proposé au Bureau Politique des Républicains un calendrier et une feuille de route clairs. J'en remercie les membres de m'avoir unanimement soutenu sur cette proposition. Notre priorité doit s'articuler autour de deux objectifs majeurs :

- Poursuivre le travail de fond que nous menons collectivement depuis plus d'un an maintenant. Ces nombreuses réflexions nous permettent de faire émerger des propositions sur les sujets de préoccupation de nos compatriotes et de bâtir ainsi un projet qui s'adressera, demain, à tous les Français. Je sais que ces derniers nous jugeront sur notre capacité à apporter des réponses concrètes à leurs besoins.

Ces derniers mois, notre mouvement a pu ainsi organiser une série de conventions nationales et présenter nos premières propositions sur le handicap, l'autorité de l'État, la lutte contre le réchauffement climatique mais aussi sur le travail, les entreprises et le pouvoir d'achat. À partir de la rentrée, nous poursuivrons avec l'agriculture et l'alimentation, l'action publique et les territoires, la culture, le numérique, l'éducation et la jeunesse, l'environnement (eau, air, déchets), la santé.

- Jusqu'en juin prochain, il nous faudra également être pleinement mobilisés sur la préparation des élections régionales et départementales afin de confirmer la dynamique que nous avons engagée à l'occasion des élections municipales, sénatoriales et des législatives partielles.

Les prochaines semaines devront enfin nous permettre de poursuivre notre travail de restructuration interne. En septembre dernier, notre famille politique a rencontré un grand succès en réunissant au Port-Marly, pendant deux jours, plus de 1000 jeunes. Ce rassemblement fut la démonstration que nos idées trouvent aujourd'hui écho auprès de la jeunesse. C'est pourquoi je souhaite offrir davantage d'autonomie aux Jeunes Républicains afin que ces derniers puissent s'adresser directement à la nouvelle génération. Je vous proposerai en début d'année les modifications statutaires nécessaires à la mise en place de ce mouvement jeunes.

Cet été, au lendemain de ces élections régionales et départementales, deux hypothèses se présenteront à nous pour nous engager dans la campagne de l'élection présidentielle :

- Soit un candidat se sera imposé naturellement, j'œuvrerais alors avec toutes les bonnes volontés de notre famille pour que nous nous rassemblions derrière lui et qu'à l'occasion d'un Congrès, nous lui apportions notre soutien.

- Soit aucun candidat ne s'est dégagé naturellement et, à ce moment-là, un système de départage vous sera soumis en congrès, afin que la désignation de notre candidat intervienne

6 mois avant l'élection présidentielle.

D'ici là, je continuerai avec Gérard Larcher, président du Sénat, les consultations avec les différentes personnalités et sensibilités de la droite et du centre pour préparer le système de départage qui pourrait être utilisé. Cependant, je n'oublie pas que sous la Vème République, l'élection présidentielle est d'abord la rencontre d'un candidat avec le peuple.

Avec vous à mes côtés, avec votre soutien pendant les mois à venir, je sais que nous aurons les moyens de surmonter les obstacles et la force d'aller chercher cette victoire que nous appelons tous de nos vœux.

Je tiens enfin à vous exprimer, ainsi qu'à vos familles, mes meilleurs vœux de santé et de réussite pour l'année à venir. Vous pourrez compter sur mon engagement plein et entier, comme sur celui de l'ensemble de l'équipe dirigeante des Républicains, totalement dévouée et au service de notre mouvement.

Il y a un an,
vous élisiez Christian Jacob
à la tête de notre famille politique



LE RENDEZ-VOUS DE LA JEUNESSE

Promesse tenue, pari réussi !

En réunissant **plus de 1000 jeunes** au Port-Marly vendredi 4 et samedi 5 septembre derniers pour le grand Rendez-vous de la jeunesse, Christian Jacob et l'équipe dirigeante des Républicains ont tenu leur engagement, celui de recréer un grand mouvement de jeunesse au sein de notre famille politique.



DÉMOCRATIE IMMIGRATION
SANTÉ EUROPE ENVIRONNEMENT
TRAVAIL SANTÉ ÉCOLOGIE
IMMIGRATION TRAVAIL
SÉCURITÉ RÉUSSITE AUTORITÉ
AUTORITÉ RÉUSSITE ÉCOLOGIE
SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT

Les Jeunes Républicains ont pu échanger très librement sur tous les sujets avec les élus de notre mouvement et avec des intervenants extérieurs !

Un événement aussi passionnant qu'enrichissant qu'aucun autre parti politique en France ne peut se targuer d'organiser !

Discours de Christian Jacob



Réconcilier réussites et République

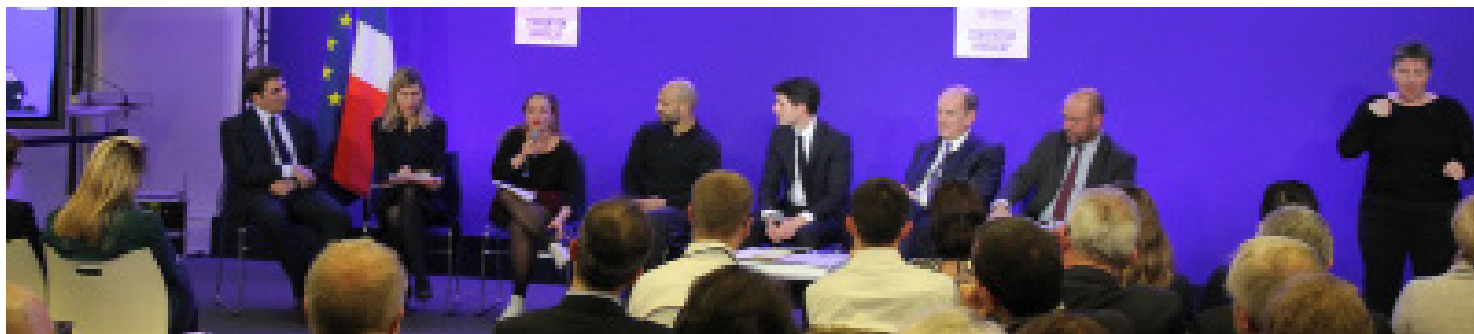


Promesse Tenue, pari réussi !



Les meilleurs moments
du Rendez-vous de la jeunesse !





CONVENTION NATIONALE SUR LE HANDICAP

Mercredi 4 mars 2020

La manière dont nous considérons le handicap témoigne de notre conception de la société tout entière. Notre famille politique a toujours agi pour les personnes handicapées, cela a toujours fait partie de notre ADN politique. Rappelons-nous que Jacques Chirac était surnommé « le père des lois handicap ». En 1975, sa loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a permis de fixer pendant 30 ans le cadre législatif de l'accompagnement des personnes en situation de handicap. Cette loi, pour ne citer qu'elle, a créé un droit à une garantie minimum de ressources par l'allocation d'éducation spéciale (AES) pour les mineurs et l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Depuis, notre engagement est constant : nos parlementaires

ont multiplié les propositions de loi pour faire de la prise en compte du handicap une priorité de nos politiques publiques.

Dans cette lignée, nous avons choisi de consacrer notre première convention nationale au handicap. Autour d'Aurélien Pradié, secrétaire général de notre Mouvement et député du Lot, les parlementaires de notre famille politique ont pu échanger avec des personnes touchées par le handicap et évoquer avec elles les nombreuses difficultés qu'elles rencontrent au quotidien. De ces rencontres nous avons abouti à une dizaine de propositions pour une meilleure et essentielle inclusion des personnes en situation de handicap dans notre société.



Aurélien Pradié,
secrétaire général, député du Lot

« Plus de 7000 enfants ou adultes sont obligés de s'expatrier dans des établissements belges parce que la France est incapable de les prendre en charge. Nous avons entre 12000 et 19000 enfants qui sont sans aucune solution de scolarisation. Cette réalité, nous devons la regarder en face. La cause du handicap nécessite de faire résonner autre chose que des querelles partisans. »



Virginie Duby-Muller,
vice-présidente, députée de la Haute-Savoie

« Notre objectif : que tous les Français, qu'ils soient ou non en situation de handicap, puissent vivre dignement, réaliser leurs projets et trouver toute leur place au sein de notre République. »



Damien Abad, président du Groupe LR à l'Assemblée nationale, député de l'Ain

« Je souhaite que notre combat majeur soit celui de l'accessibilité des transports et des lieux publics. Comment peut-on accepter aujourd'hui que 97% du métro parisien et beaucoup de gares en France soient encore inaccessibles aux personnes handicapées ? »



Alexandra Borchio-Fontimp, secrétaire générale adjointe déléguée, sénatrice des Alpes-Maritimes

« Ce n'est pas évident d'être un accompagnant ou un aidant d'une personne en situation de handicap donc si notre pays peut leur apporter un statut, ce serait une forme de reconnaissance. »

Ils ont également participé :

Annie Genevard, présidente du Conseil national, députée du Doubs, Bernard Perrut, député du Rhône, Max Brisson, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, Philippe Mouiller, secrétaire général adjoint, sénateur des Deux-Sèvres, Daniel Fasquelle, maire du Touquet-Paris-Plage.

NOTRE AMBITION POUR LE HANDICAP

1

Mettre en place une véritable politique de prévention des handicaps avec notamment un dépistage précoce des handicaps, pour tous, partout, dès l'entrée à l'école.

2

Créer un statut unique d'accompagnants à l'inclusion scolaire avec une formation diplômante reconnue par l'État.

3

L'école de la République : une place pour chaque enfant en situation de handicap au sein du milieu ordinaire.

4

Handicap : nos administrations publiques donneront l'exemple en recrutant 30 000 personnes en situation de handicap.

5

L'allocation adulte handicapé (AAH) : une aide indispensable à revaloriser.

6

Faire des entreprises les acteurs premiers du handicap : s'appuyer sur l'accompagnement humain car seulement 3.5% de personnes en situation de handicap sont recrutées par les entreprises.

7

Aidants familiaux : en finir avec les ajustements, bâtir un véritable statut.

8

Accessibilité des bâtiments publics et des transports : retrouver une ambition politique.

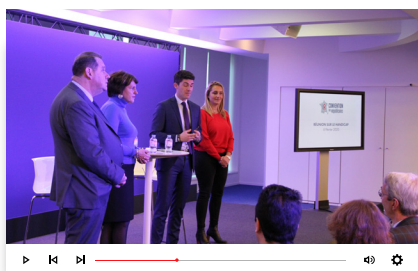
9

Réinventer les maisons départementales des personnes handicapées : bien informer, agir vite et accompagner tout au long de la vie.

10

Faire des handicaps invisibles une grande cause nationale.

Convention nationale consacrée au handicap



LE RAPPORT
D'ÉTAPE
DES FORUMS



Retrouvez
nos propositions



CONVENTION NATIONALE DES RÉPUBLICAINS CONSACRÉE À L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET À LA COHÉSION NATIONALE

Mardi 17 novembre 2020

Le bilan d'Emmanuel Macron en matière de sécurité et de cohésion nationale génère une inquiétude grandissante de la part de nos concitoyens. La propagation de l'islamisme comme l'explosion de la délinquance, reflètent une déliquescence manifeste de l'autorité de l'Etat. Il est donc urgent de passer des discours aux actes. Nous devons enfin donner à aimer la France et dessiner un avenir commun pour tous les Français.

C'est pourquoi nous avons souhaité consacrer notre deuxième convention nationale à cette thématique majeure. Nous y avons présenté nos propositions pour faire notamment face à la paupérisation des forces de l'ordre, à l'inexécution des peines, au laxisme pénal, à une immigration de masse incontrôlée, à la montée du communautarisme islamiste et à la crise de la transmission de notre langue et de notre culture.

Frédéric Péchenard, vice-président des Républicains et ancien directeur général de la Police nationale, et Gilles Platret, vice-président des Républicains et maire de Chalon-sur-Saône, ont animé cette très belle convention en présence de nombreux spécialistes tels que Thibault de Montbrial, avocat, président du centre de réflexion sur la sécurité intérieure, Georges Fenech, magistrat, Michel Aubouin, ancien préfet, historien de formation, ou encore Sami Biasoni, enseignant à l'ESSEC.



Frédéric Péchenard,
vice-président des Républicains,
vice-président de la Région île- de-France

« Les policiers ont de moins en moins de moyens pour travailler. Or, lorsqu'on vous donne des moyens obsolètes, vous vous sentez méprisés. Les policiers ont l'impression que le gouvernement et l'État se moquent d'eux. »



Nadine Morano,
députée européenne

« Notre discours sur l'immigration est humain et responsable. La France laisse arriver certaines personnes qui croient en un eldorado qu'elles ne trouveront jamais. Cette bien-pensance doit cesser. Toutes les personnes qui sont en situation illégale sur notre territoire doivent être renvoyées chez elles. »



Gilles Platret,
vice-président des Républicains,
maire de Chalon-sur-Saône

« On est abasourdis par la gesticulation du ministre de l'Intérieur qui a face à lui plus de 4000 étrangers qui sont renseignés au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste et il se félicite de vouloir en expulser 200 ! »



Eric Ciotti,
député des Alpes-Maritimes

« La situation sécuritaire de notre pays ne cesse de se dégrader. Face à cette situation, nous avons le devoir de réarmer l'État. Ce gouvernement doit écouter nos propositions. »



Eric Diard,
député des Bouches-du-Rhône

« Les atteintes à la laïcité et le communautarisme dans l'école de la République ont considérablement augmenté. Trop d'enseignants se censurent et voient leurs cours contestés. »



Hassen Chalghoumi,
imam à la mosquée Al-Nour de Drancy et
président de la Conférence des imams de France

« L'islamisme est le poison de l'Islam. Pour lutter contre l'islamisme, il faut former les imams, lutter contre les sites web de propagande et responsabiliser les parents. »

RESTAURER L'AUTORITÉ À TOUS LES NIVEAUX ET RÉAFFIRMER TOUT CE QUI FAIT DE LA FRANCE UNE NATION

NOS PROPOSITIONS

1

Lancer un grand plan de réarmement régalien pour donner aux forces de l'ordre les moyens de faire leur travail : atteindre 1% du PIB pour la sécurité en cinq ans.

2

Durcir la réponse pénale en instaurant des peines-plancher minimales, en supprimant les réductions de peine automatiques et en durcissant la justice des mineurs.

3

Exécuter 100% des peines en construisant 20 000 places de prisons, en faisant payer les amendes pénales, en appliquant les travaux d'intérêt général et en déployant les bracelets électroniques géolocalisés.

4

Moderniser la justice par des moyens supplémentaires et un plan de numérisation couplé à un nouveau Code de procédure pénale radicalement simplifié

5

Contrôler et réduire l'immigration : pour assimiler les étrangers, il faut en accueillir moins

6

Éradiquer l'islamisme en fermant les mosquées radicalisées et en expulsant les étrangers fichés pour radicalisation.

7

Confier à une « nouvelle commission Stasi » la rédaction d'un Code de la laïcité comprenant notamment l'interdiction du voile pour les accompagnants scolaires et à l'université.

8

Faire de l'apprentissage du français une grande cause nationale pour les écoliers comme pour les étrangers.

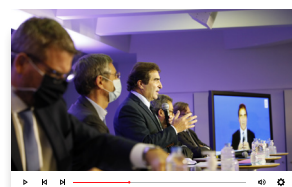
9

Instaurer un enseignement civique évalué tout au long de la scolarité et un véritable service à la Nation d'au moins quatre mois.

10

Transmettre les valeurs de la République, le récit national et offrir des chances de réussite à tous les élèves.

Convention nationale
consacrée à
l'autorité de l'État et
à la cohésion nationale





CONVENTION NATIONALE DES RÉPUBLICAINS CONSACRÉE À LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Mardi 24 novembre 2020

Face aux écologistes et à l'extrême gauche, promoteurs d'un modèle de décroissance, et à un gouvernement qui se plie à des objectifs idéologiques sans en évaluer le réalisme et la pertinence, notre Mouvement défend une politique environnementale de bon sens. Une politique qui permettra de lutter efficacement contre le réchauffement climatique et de répondre aux grands enjeux démographiques, énergétiques et économiques de demain.

Bâtiment, énergies, transports, industries... Les débats de cette troisième convention nationale animée par Raphaël Schellenberger, député du Haut-Rhin et par Jean-Marie Sermier, député du Jura, ont été riches et éclairés par les interventions de nos invités, de nos élus et de nos parlementaires.

ILS ONT PARTICIPÉ À NOTRE CONVENTION NATIONALE



Serge Grouard,
maire d'Orléans



Bernard
Deflesselles,
député des
Bouches-du-Rhône



Julien Aubert,
député du Vaucluse



Brice Lalonde,
ancien ministre de
l'Environnement



Philippe Charlez,
expert énergie de
l'Institut Sapiens



Pierre-Louis François,
président du Groupe
Atlantic



Arnaud Rousseau,
président du
groupe Avril



Pierre-Etienne
Franc,
vice-président du
groupe Air Liquide



Jean-Marie Sermier,
député du Jura



Raphaël Schellenberger,
député du Haut-Rhin, secrétaire général adjoint
des Républicains

«En fermant Fessenheim par idéologie, En Marche a exposé notre pays à des coupures d'électricité. C'est indigne de la France.»

LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

NOS PROPOSITIONS

1

Remplacer les chaudières à fioul par des pompes à chaleur et par des systèmes de chauffage biomasse et bio-gaz et installer en priorité des chauffe-eaux et des plaques de cuisson électriques dans les logements.

2

Rénover à l'horizon 2040 les passoires énergétiques (catégorie E, F et G) pour les convertir en catégorie D.

3

Fixer l'objectif de zéro gâchis d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire.

4

Doubler la part du fret ferroviaire de 9% à 18% d'ici 2030 et viser 25% en 2050 par la mise en place d'un pacte ferroviaire.

5

Augmenter la part des biocarburants dans le transport routier et développer une véritable filière française de production et distribution de biocarburants pour le transport aérien.

6

Faire de la France le leader mondial de l'hydrogène par le lancement d'un grand plan hydrogène de 11 milliards d'euros.

7

Appliquer un moratoire sur l'éolien terrestre lorsque les projets ne font pas l'objet d'un consensus politique local.

8

Refuser la fermeture des centrales nucléaires prévue par le gouvernement, prolonger la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans et engager la construction de six EPR de deuxième génération.

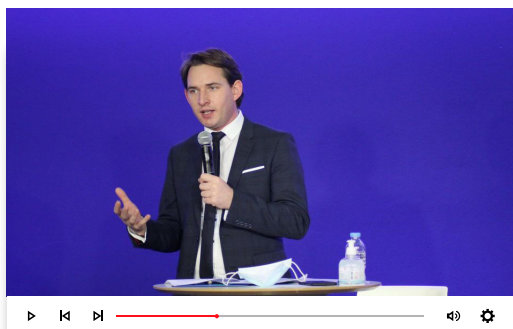
9

Déclarer les barrages hydrauliques français patrimoine national et s'opposer à leur mise en concurrence dans le cadre du renouvellement des concessions.

10

Mettre en place une taxe carbone aux frontières de l'UE.

Convention nationale
consacrée au réchauffement climatique





CONVENTION NATIONALE DES RÉPUBLICAINS CONSACRÉE AU TRAVAIL, AUX ENTREPRISES ET AU POUVOIR D'ACHAT

Mardi 8 décembre 2020

« Quoi qu'il en coûte » annonçait Emmanuel Macron en mars dernier. Aujourd'hui, la France est un des pays européens les plus affaiblis économiquement : à la fin de l'année, notre pays va atteindre 11 % de chômage, 11 % de récession du PIB, 11 % de déficit, une dette publique de 120 % et plus de 10 millions de pauvres.

Si nous sommes dans cette situation aujourd'hui, c'est parce que ni Emmanuel Macron, ni François Hollande n'ont réformé en profondeur notre pays. Aujourd'hui, la crise sanitaire et la crise économique sont devenues un prétexte pour ne plus rien faire. Évidemment, l'urgence de la situation impose des mesures exceptionnelles pour limiter les faillites d'entre-

prises, sauver des emplois et soutenir nos concitoyens les plus fragiles. Cependant, si, quand l'économie s'effondre, on ne réforme pas, quand reformera-t-on ?

C'est sur ces deux axes que nous avons travaillé lors de notre convention nationale consacrée au travail, aux entreprises et au pouvoir d'achat animée par Guillaume Peltier, vice-président délégué des Républicains, Annie Genevard, présidente de notre Conseil national et Sophie Gaugain, secrétaire générale adjointe des Républicains. **Laurent Berger**, secrétaire général de la CFDT, **François Asselin**, président de la CPME et **François Lenglet**, journaliste économique, ont pu débattre avec nos élus et exposer leurs points de vue sur nos différentes propositions.



Christian Jacob,
président de notre Mouvement

« La valeur travail est une valeur de droite. Nous voulons augmenter le pouvoir d'achat des Français sans handicaper la compétitivité des entreprises. »



Stéphane Viry,
député des Vosges

« Le contrat social doit reposer sur la valeur travail. Cette notion a été galvaudée, elle a été utilisée à tort et à travers, mais elle est essentielle. »



Annie Genevard,
vice-présidente du Conseil national, députée du Doubs

« En matière économique, nous pointons plusieurs faiblesses de l'État : la lourdeur administrative, la formation et la défiance à l'égard des territoires. »



Eric Pauget,
député des Alpes-Maritimes

« Les 35 heures ont dévalorisé la valeur travail. Nous devons replacer cette valeur au cœur de l'économie et de la société. »



Guillaume Peltier,
vice-président délégué des Républicains et député du Loir-et-Cher

« Il faut réconcilier la France des entrepreneurs et la France des travailleurs. »



Sophie Gaugain,
secrétaire générale adjointe des Républicains, 1ère Vice-Présidente de la Région Normandie

« Pour réussir la sortie de crise, il faudra faire confiance aux territoires et aux acteurs économiques. »



Ronan Le Gleut,
secrétaire général adjoint des Républicains sénateur des Français établis hors de France

« 1000 milliards. C'est l'écart de PIB entre la France et l'Allemagne. Nous devons, comme l'Allemagne, réformer le temps de travail et réindustrialiser. »





Daniel Fasquelle,
trésorier des Républicains,
maire du Touquet-Paris-Plage.

« La France connaît la pire récession de tous les pays européens avec une explosion du chômage et de la pauvreté. Ce mauvais bilan est expliqué par la mauvaise gestion de la crise de la Covid-19 mais aussi par l'incapacité d'Emmanuel Macron à réformer. »



Olivier Marleix,
vice-président des Républicains,
député d'Eure-et-Loir.

« Nous voulons défendre notre appareil productif et réarmer la politique pour le faire. »

TRAVAIL, ENTREPRISES ET POUVOIR D'ACHAT

NOS PROPOSITIONS

1

Réduire la TVA de 10% à 5,5% pour l'hôtellerie-restauration.

2

Créer un dispositif d'accès au travail destiné aux jeunes.

3

Lutter contre le gaspillage et augmenter l'aide alimentaire.

4

Transformer une partie des prêts garantis par l'État (PGE) accordés aux PME en fonds propres afin de les sauver de la faillite.

5

Créer un crédit d'impôt relocalisation avec une exonération de l'impôt sur les sociétés durant trois ans pour les entreprises qui décident de réinstaller leur activité en France.

6

Créer un fonds souverain français pour mobiliser l'épargne privée et investir dans les secteurs stratégiques.

7

Instaurer la priorité locale dans la commande publique.

8

Autoriser les entreprises à fixer elles-mêmes, par un référendum interne, le temps de travail qu'elles appliqueront (de 35 à 40 heures hebdomadaires).

9

Simplifier drastiquement le Code du travail et veiller à ce qu'aucune norme nationale ne soit plus contraignante que les normes européennes.

10

Baisser de 25 milliards d'euros les charges patronales pesant sur l'ensemble des salaires et supprimer la fiscalité de transmission des entreprises familiales.

11

Augmenter de 5% le salaire net de 90% des ménages en divisant par deux la CSG pesant sur le travail.

12

Défiscaliser et exonérer les charges sociales pesant sur la participation et l'intéressement.

13

Conditionner le versement du RSA à au moins 10 heures hebdomadaires d'activité d'intérêt général.

14

Favoriser l'accès à la propriété des locataires de HLM en expérimentant la mise en vente par les bailleurs sociaux de 5% des logements sociaux chaque année.

Convention nationale consacrée au travail, aux entreprises et au pouvoir d'achat





3 QUESTIONS À PHILIPPE JUVIN

1 Quel regard portez-vous sur l'action du Gouvernement dans sa gestion de la crise de la covid19 ?

Cette crise brutale a surpris tous les gouvernements de tous les pays. Mais il est vrai que certains s'en sont mieux sortis que d'autres. La vérité est que la France s'est plutôt moins bien débrouillée que ses voisins. Un travail publié dans une grande revue scientifique américaine a montré qu'au printemps, la surmortalité en France a été plus importante que dans tous les pays d'Europe à l'exception de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Le Gouvernement prétend qu'on a tenu, mais à quel prix ? Des patients non COVID mal ou insuffisamment traités, des Ehpad fermés, des gens qui sont morts seuls, des soignants mal protégés qui se sont infectés... Sans parler des conséquences économiques et sociales, et même sanitaires de long terme que l'on découvrira avec le temps.

Je m'interroge toujours sur les raisons de notre immobilité entre janvier et mars, quand la menace s'est précisée. Je ne comprends toujours pas pourquoi

nous n'avons pas mis à profit cette période pour nous renforcer, et pour aller étudier l'épidémie là où elle se développait. Et quand le tsunami a frappé en mars, la réaction des autorités fut souvent très lente. S'il fallait résumer les choses, je dirais que nous avons toujours eu un temps de retard sur l'épidémie. Il y a malheureusement eu beaucoup d'exemples et la place manque pour les citer tous. Pour se limiter à la période du printemps, rappelons les masques d'abord déconseillés puis interdits puis finalement rendus obligatoires, les commandes tardives de matériel de protection en tout genre, en médicaments, en respirateurs... des EHPAD abandonnés et testés trop tardivement, une hypercentralisation de la moindre décision quand la situation commandait d'agir vite etc. Parallèlement, la parole publique soutenait contre toute évidence que tout allait bien. Ainsi en février, Olivier Véran expliquait qu'on était prêts. Ou en mai, Emmanuel Macron, qu'on n'avait manqué de rien. Cette décrédibilisation de la parole publique était une bombe à retardement qui peu à peu allait saper la confiance des Français, et leur adhésion aux mesures officielles.

2 Selon vous, le second confinement imposé aux Français en novembre dernier était-il évitable ?

La situation était si grave en novembre, que le reconfinement était obligatoire. Emmanuel Macron a pris cette décision et je l'ai soutenu. Mais pourquoi n'étions-nous toujours pas prêts en novembre ? Une des explications est encore et toujours le temps perdu : une nouvelle période d'impréparation entre mai et novembre. Souvenons-nous qu'en été, ce ne fut que sous la pression de tribunes et de pétitions que le gouvernement s'était finalement décidé à prendre des mesures clés comme l'obligation du masque dans les espaces clos, les contrôles de test aux frontières ou la priorisation des malades et des sujets contacts dans les laboratoires de test où régnait alors un immense chaos. La pause estivale n'a pas non plus été mise à profit pour augmenter nos capacités d'hospitalisation ni pour se concerter avec le monde du travail en cas de seconde vague. Et quand celle-ci est arrivée, on a improvisé et inventé ce concept absurde de « biens essentiels » sans concertation, et avec les dégâts que l'on sait. Nous avons toujours été en retard.

3 Cette crise a mis en lumière les défaillances pourtant déjà bien identifiées du système hospitalier français. Que préconisez-vous pour l'améliorer ?

Cette crise a montré que nous n'avons pas suffisamment de capacités d'hospitalisation pour encaisser les crises. Chaque année, les urgences sont débordées par la grippe chez l'adulte et la bronchiolite chez l'enfant. Et même parfois la canicule. Chaque année, en dehors du COVID, le système hospitalier est mis en tension et doit annuler ou reporter des interventions. Ce qui n'est pas normal. Il faut donc réouvrir des lits, classiques et de réanimation. Et mieux les répartir sur le territoire. La seconde leçon concerne la gouvernance : nous avons redécouvert les vertus des circuits courts de décision. L'hyperadministration doit faire place à plus d'autonomie pour les hôpitaux et les équipes soignantes. La troisième leçon est européenne : en cas de crise, nous devons facilement collaborer entre pays européens. Là, tout s'est fait trop peu et trop lentement. Enfin, la dernière leçon est la plus importante : c'est celle de la confiance. Plus les décisions sont contraignantes comme le confinement, plus elles doivent être expliquées. Or dans cette crise, toutes les décisions gouvernementales ont été verticales et imposées, jamais partagées.

L'ANNÉE DES RÉPUBLICAINS

+ de 150
réunions ...

+ de 200
propositions ...

4 conventions
nationales ...

menées dans le cadre des 12 forums thématiques qui nous permettent d'établir des constats sur les sujets de préoccupation des Français.

travaillées et dévoilées dans le rapport d'étape des forums thématiques, des propositions qui viennent enrichir notre projet.

organisées afin de présenter nos propositions sur le handicap, l'autorité de l'Etat, la lutte contre le réchauffement climatique et le travail, les entreprises et le pouvoir d'achat.

50



c'est le pourcentage de villes de + de 9000 habitants remportées par Les Républicains lors des dernières élections municipales.

148



Soit le nombre de sénateurs siégeant au groupe LR au Sénat. Un groupe qui est sorti renforcé des dernières élections sénatoriales victorieuses.

105



le nombre de députés Les Républicains. Notre groupe s'est renforcé après la victoire de nos candidats aux élections législatives partielles.



NOS ÉLUS DIALOGUENT AVEC VOUS !



Christian Jacob, président des Républicains, Aurélien Pradié, secrétaire général, Guillaume Peltier, vice-président délégué, ou encore Philippe Juvin, maire de La Garenne-Colombes et chef de service des urgences à l'hôpital européen Georges Pompidou, se sont prêtés à l'exercice du Facebook live ! Pendant plus d'une heure, ils ont répondu à toutes les questions des militants mais aussi à celles des internautes posées en direct et sans tabou !

DÉPUTÉS ET SÉNATEURS LR RÉUNIS !



Les sénateurs, députés nationaux et européens les Républicains se sont tous réunis à l'Assemblée nationale jeudi 8 octobre dernier pour débattre sur l'écologie et les fractures territoriales !

HOMMAGE À JACQUES CHIRAC



Christian Jacob et François Baroin, aux côtés de nombreux jeunes élus les Républicains, ont tenu à honorer la mémoire du Président Chirac en se rendant au cimetière du Montparnasse, vendredi 25 septembre dernier, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

HOMMAGE AU GÉNÉRAL DE GAULLE



Afin de commémorer le 80ème anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, le Siège national des Républicains rue de Vaugirard à Paris s'est paré d'une toile en hommage au Général De Gaulle.



Le 9 novembre dernier, Christian Jacob, accompagné de Gérard Larcher, et d'une délégation de parlementaires ont honoré la mémoire du Général De Gaulle, disparu il y a 50 ans, devant sa statue en bas des Champs-Élysées.



Rachida Dati le 15 novembre dans le JDD
« Les Français sont de plus en plus anxieux et n'ont plus confiance dans la parole politique. Il faut des règles claires, arrêter de gouverner par la peur et cesser d'opposer les uns aux autres. »



Éric Woerth le 15 septembre sur RFI
« Le plan de relance ne doit pas être un prétexte pour ne pas faire de réformes. Le vrai plan de relance de la France serait qu'elle se réforme plus en profondeur, qu'elle réforme son modèle social pour qu'il soit durable. »



Valérie Bazin-Malgras le 17 décembre sur LCP
« La culture est essentielle, le spectacle vivant a déjà perdu 2,3 milliards d'euros, c'est une catastrophe. »



Jean-François Copé le 4 décembre sur CNEWS
« Nous voulons reconstruire un modèle d'État qui s'appuie sur l'autorité et le progrès pour lutter contre l'immigration massive, la délinquance, l'islamisme radical... »



Agnès Evren le 8 décembre sur CNEWS
Chaque week-end on assiste à la déliquescence de l'autorité de l'Etat. C'est inacceptable ! Il faut assigner à résidence ceux qui viennent uniquement pour détruire et « casser du flic ».



François Baroin le 26 novembre sur Public Sénat
« Cette crise a montré une défaillance de l'État. L'État s'est désengagé dans les territoires et est obèse au niveau parisien. Beaucoup de sujets doivent être revus et corrigés. »



Gérard Larcher le 15 novembre sur RTL
« En tant que gaullistes, notre responsabilité politique est de mettre en place une alternative à Emmanuel Macron qui ne se résume pas à Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon. »



Sophie Primas le 27 octobre sur Public Sénat
« Fermer Fessenheim aura des conséquences particulièrement négatives. Ce n'est pas une décision écologique. Vous privez notre pays d'une source d'énergie décarbonée. »



BULLETIN DE RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION JE VEUX RASSEMBLER ET BÂTIR LA FRANCE DE DEMAIN

☐ MADAME ☐ MONSIEUR N° D'ADHÉRENT si renouvellement :
NOM* : PRÉNOM* :
ADRESSE* :
CODE POSTAL* : COMMUNE* : PAYS* :
NÉ(E) LE* : NATIONALITÉ* :
PORTABLE : E-MAIL :

*Champs obligatoires

En cas d'adhésion couple, merci de nous indiquer ci-dessous les informations concernant votre conjoint(e) :

☐ MADAME ☐ MONSIEUR N° D'ADHÉRENT si renouvellement :
NOM* : PRÉNOM* :
NÉ(E) LE* : NATIONALITÉ* :
PORTABLE : E-MAIL :

Je renouvelle mon adhésion aux Républicains :

ADHÉSION SIMPLE ☐ **30€** soit 10,20€*
ADHÉSION COUPLE ☐ **40€** soit 13,60€*
ADHÉSION TARIF RÉDUIT ☐ **15€** soit 5,10€*
-30ans, demandeurs d'emploi, étudiants. *Après réduction d'impôts

Je fais un don supplémentaire aux Républicains :

☐€ ☐ **120€** 40,80€* ☐ **60€** 20,40€* ☐ **90€** 30,60€* ☐ **30€** 10,20€*
*Après réduction d'impôts

Votre réduction d'impôt

Votre adhésion/votre don est plafonné à 7 500€ par personne physique et par an et vous donne droit à une réduction annuelle d'impôt sur le revenu pour 66% de son montant, dans la double limite de 20% du revenu imposable et de 15 000€ de dons par foyer fiscal. Pour cette année, un reçu à joindre votre déclaration de revenus vous sera adressé en avril 2021 à votre adresse fiscale (qui doit être celle mentionnée sur ce document).

MERCI DE RENVoyer CE DOCUMENT ACCOMPAGNÉ DE VOTRE CHÈQUE LIBELLÉ À L'ORDRE DE L'ANFR DANS UNE ENVELOPPE AFFRANCHIE À : Service des adhérents - CS 51582 - 238, rue de Vaugirard - 75724 Paris Cedex 15

J'accepte de recevoir des communications à caractère politique des Républicains (consultations thématiques, débats, réunions publiques, animations locales, élections internes, newsletter, etc.) par : ☐ e-mail ☐ téléphone ☐ courrier

☐ En cochant cette case, je certifie sur l'honneur que mon règlement provient de mon compte bancaire personnel et non d'un compte d'une personne morale et, conformément à l'article 11-4 de la loi n°88-227 du 11 mars 1988, que je suis de nationalité française ou résident en France.

☐ J'ai lu et j'accepte les mentions d'information relatives au plafond légal et au recueil des données personnelles sur la page «Mentions légales».

Date :
Signature :

PLAFOND LÉGAL :

Dans le cadre de la loi n°88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie publique, la somme annuelle des cotisations et dons versés par une personne physique à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement, ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un ou de plusieurs partis politiques, est plafonnée à 7 500€ (15 000€ par foyer fiscal). Cela signifie que l'ensemble des dons et cotisations que vous versez sur l'année aux différents partis politiques que vous souhaitez soutenir ne peut excéder 7 500€ (15 000€ par foyer fiscal). Aussi, conformément à l'article 11-4 de cette loi, une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques, ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers, ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Les personnes morales, à l'exception des partis et groupements politiques ainsi que des établissements de crédit et sociétés de financement ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ne peuvent ni consentir des prêts aux partis et groupements politiques ni apporter leur garantie aux prêts octroyés aux partis et groupements politiques.

Selon l'article 11-5 de la loi précitée, les personnes qui ont versé un don en violation des règles exposées ci-dessus sont punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les informations que vous nous communiquez sont exclusivement réservées à l'usage des Républicains et de l'ANFR (Association Nationale de Financement des Républicains agréée le 06/05/2002 - n° 802). Vous consentez à ce qu'elles soient utilisées pour des opérations de communications politiques, pour la gestion de vos adhésions/dons et de nos relations. Vos données ne pourront être communiquées qu'à des cocontractants qui, en leur qualité de sous-traitants, n'agissent que sur notre instruction et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Elles ne seront transférées que dans des pays présentant une protection adéquate au regard des garanties imposées par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978. Vos données seront conservées pour une durée maximale de 56 mois.

En application des articles 38 et suivants de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition, de limitation et de portabilité des informations vous concernant. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser un courriel à fichiers@republicains.fr ou un courrier à Les Républicains/Relations extérieures - 238, rue de Vaugirard - 75015, Paris - France. Votre demande doit être accompagnée de la photocopie d'un titre d'identité comportant votre signature.

Vous avez également la possibilité de contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPO) en lui écrivant à dpo@republicains.fr ou à Délégué à la Protection des Données

- 238 rue de Vaugirard - 75015 Paris France.

Si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du règlement n° 2016/679, dit Règlement Général sur la Protection des Données, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL.